

Chambre des Représentants

SESSION 1983-1984

6 FÉVRIER 1984

PROJET DE LOI

complétant la loi du 15 juillet 1960
sur la préservation morale de la jeunesse

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, chambres réunies, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 17 octobre 1983, d'une demande d'avis sur un projet de loi « complétant la loi du 15 juillet 1960 sur la préservation morale de la jeunesse », a donné le 14 décembre 1983 l'avis suivant :

Par sa lettre du 17 octobre 1983, le Président de la Chambre des Représentants a soumis à l'avis du Conseil d'Etat, le projet de loi « complétant la loi du 15 juillet 1960 sur la préservation morale de la jeunesse ».

A la demande du Ministre de la Justice, le Conseil d'Etat avait déjà le 15 mars 1983, donné un avis sur le même projet, en concluant que celui-ci « relevait de la compétence du législateur national » ⁽¹⁾⁽²⁾.

Dans la lettre par laquelle il saisit le Conseil d'Etat, le Président de la Chambre des Représentants signale que se ralliant à l'opinion exprimée par M. le Député Van den Bossche dans une note jointe à la lettre, la Commission de la Justice « estime ... qu'un problème de compétence, non envisagé par le Conseil d'Etat, dans (son) avis pourrait encore se poser ».

Le fait que le Conseil d'Etat a déjà donné un avis sur un projet conformément à l'article 3 des lois coordonnées le 12 janvier 1973, ne fait pas obstacle à ce que le Président d'une Chambre législative ou d'un conseil de communauté ou de région use de son pouvoir de demander un avis sur le même projet, en application de l'article 2 des lois coordonnées.

Il va de soi qu'appelé à vérifier si la matière faisant l'objet d'un projet de loi ou d'un projet de décret relève de la compétence de l'Etat, de la communauté ou de la région, le Conseil d'Etat doit d'office rechercher et examiner tous les éléments de nature à avoir une influence sur la solution de cette question de compétence. Le fait que le Conseil d'Etat n'a pas mentionné tels ou tels éléments

Voir :

640 (1982-1983) :

- N° 1 : Projet de loi.
- N° 2 : Amendement.

⁽¹⁾ Doc. parl. Chambre, session 1982-1983, n° 640/1, p. 3.

⁽²⁾ Dans l'avis cité du 15 mars 1983, le Conseil d'Etat a renvoyé à l'avis, plus développé, qu'il avait émis le 3 mars 1982 sur un projet de loi qui, en sa substance, était identique (Doc. parl. Chambre, session 1981-1982, n° 199/2).

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1983-1984

6 FEBRUARI 1984

WETSONTWERP

tot aanvulling van de wet van 15 juli 1960
tot zedelijke bescherming van de jeugd

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, verenigde kamers, de 17de oktober 1983 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet « tot aanvulling van de wet van 15 juli 1960 tot zedelijke bescherming van de jeugd » heeft de 14de december 1983 het volgende advies gegeven :

Bij brief van 17 oktober 1983 heeft de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers het wetsontwerp « tot aanvulling van de wet van 15 juli 1960 tot zedelijke bescherming van de jeugd » voor advies aan de Raad van State voorgelegd.

De Raad van State had op verzoek van de Minister van Justitie reeds op 15 maart 1983 over hetzelfde ontwerp een advies uitgebracht en was tot de conclusie gekomen dat « het ontwerp tot de bevoegdheid van de nationale wetgever (behoorde) » ⁽¹⁾⁽²⁾.

De Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers signaleert in zijn brief waarbij hij zich tot de Raad van State wendt, dat de Commissie voor de Justitie, zich aansluitend bij de zienswijze die door volksvertegenwoordiger Van den Bossche in een bij de brief gevoegde nota te kennen is gegeven, « de mening (is) toegedaan dat een bevoegdheidsprobleem, dat door de Raad van State in zijn advies niet is te berde gebracht, zich nog zou kunnen stellen ».

Het is niet omdat de Raad van State overeenkomstig artikel 3 van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten over een ontwerp reeds een advies heeft uitgebracht, dat de Voorzitter van een Wetgevende Kamer of van een gemeenschaps- of gewestraad geen gebruik zou kunnen maken van zijn bevoegdheid om met toepassing van artikel 2 van de gecoördineerde wetten over hetzelfde ontwerp een advies te vragen.

Het is overduidelijk dat de Raad van State, wanneer hij verzocht wordt na te gaan of een aangelegenheid die in een ontwerp van wet of van decreet aan de orde is, onder de bevoegdheid van de Staat, de gemeenschap of het gewest valt, ambtshalve alle elementen die de oplossing van die bevoegdheidsvraag kunnen beïnvloeden, moet opsporen en onderzoeken. Het feit dat de Raad van State in

Zie :

640 (1982-1983) :

- Nr 1 : Wetsontwerp.
- Nr 2 : Amendement.

⁽¹⁾ Gedr. St. Kamer, zitting 1982-1983, nr 640/1, blz. 3.

⁽²⁾ De Raad van State heeft in het genoemde advies van 15 maart 1983 verwezen naar het meer uitgebreide advies dat hij op 3 maart 1982 had uitgebracht over een wetsontwerp dat in wezen hetzelfde was. (Gedr. St. Kamer, zitting 1981-1982, nr 199/2).

dans son avis n'implique pas nécessairement que le Conseil d'Etat n'ait pas pris ces éléments en considération.

Toutefois, il n'est naturellement pas possible d'exclure totalement l'hypothèse que certains éléments aient échappé à l'attention du Conseil d'Etat. Une nouvelle demande d'avis peut dès lors donner au Conseil d'Etat l'occasion de faire un examen plus complet. Mais l'introduction de semblables demandes doit demeurer exceptionnelle faute de quoi le risque serait grand d'aboutir à ce que la consultation du Conseil d'Etat se fasse selon des modalités différentes de celles qu'a prévues le législateur. Cette manière de procéder présenterait entre autres inconvénients, celui d'impliquer, en certains cas, le Conseil d'Etat dans des controverses juridiques avec des membres des Chambres législatives ou avec des membres des conseils de communauté ou de région.

∴

Comme le rappelle la note de M. le député Van den Bossche, aux termes de l'article 5, § 1^{er}, 1, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles « l'éducation sanitaire ainsi que les activités et services de médecine préventive, à l'exception des mesures prophylactiques nationales » sont de la compétence de la communauté, à titre de « matières personnalisables » visées à l'article 59bis, § 2bis, de la Constitution.

La note renvoie à de brefs extraits du rapport fait au nom de la Commission du Sénat, selon lesquels il faut comprendre parmi « les activités et services de médecine préventive », ce qui a trait à « la protection sanitaire de la population », à « l'amélioration de l'état sanitaire de la population » ainsi qu'« au contrôle médico-sportif »⁽¹⁾.

La note fait, par ailleurs, mention d'une réglementation « prise en vertu de la loi relative à la circulation routière », qui, d'une part, fixe, pour la participation aux courses cyclistes, un âge minimum, variant selon le cas, et qui, d'autre part, « impose un contrôle médical assez sévère par les autorités ». La note vise certainement ainsi l'arrêté royal du 21 août 1967 réglementant les courses cyclistes et les épreuves de cyclo-cross, spécialement les articles 10 à 12, qui déterminent des conditions propres aux concurrents mineurs⁽²⁾.

Selon la note : « La matière qui fait l'objet de l'arrêté royal précité relève des communautés depuis la réforme de l'Etat. La délivrance du carnet de compétition, la surveillance des compétitions et le contrôle médical incombent à l'inspection sanitaire relevant du Ministre de la communauté, chargé de la politique de la santé ». En conclusion, la note pose le problème de savoir si c'est bien le législateur national qui est compétent pour adopter les dispositions du projet de loi dont il s'agit.

Aux termes de l'article 1^{er} que l'article 1^{er} du projet de loi tend à insérer dans la loi du 15 juillet 1960 sur la préservation morale de la jeunesse :

« Est interdite la participation de mineurs de moins de 15 ans à des épreuves ou compétitions sportives au moyen de véhicules automoteurs, disputées en dehors de la voie publique, sur des terrains ouverts au public ou sur des terrains non publics ouverts à un certain nombre de personnes ».

Le projet ne contient, en outre, qu'un article 2, qui établit une sanction pénale. Cet article 2 insère dans ladite loi du 15 juillet 1960, un article 3bis rédigé comme suit :

« Article 3bis. — En cas d'infraction à l'article 1^{er}, les organisateurs des épreuves ou compétitions sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un mois et d'une amende de 26 à 500 francs ou d'une de ces peines seulement ».

Il se justifie de considérer que les dispositions du projet de loi présentement réexaminé ont un objet nettement distinct de celui des articles 10 à 12 de l'arrêté royal du 21 août 1967 et de celui de l'arrêté royal du 3 avril 1970. Les dispositions de ces arrêtés visées ici concernent « la protection sanitaire de la population » et le « contrôle médico-sportif » : elles ont donc trait « aux activités et services de médecine préventive », qui sont mentionnés à l'article 5, § 1^{er}, 1, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Les dispositions du projet de loi ont un objet fort différent de celui qui vient d'être indiqué : en réalité, elles visent les organisateurs de certaines épreuves ou compétitions sportives, en leur interdisant d'y faire participer ou d'y laisser participer des mineurs de moins de quinze ans. C'est, en effet, à charge des organisateurs de ces épreuves ou compétitions que l'article 2 du projet établit une sanction pénale.

⁽¹⁾ Rapport fait par M. André et Mme Pétry au nom de la Commission du Sénat, *Doc. parl. Sénat*, session 1979-1980, n° 434/2, pp. 124-125.

⁽²⁾ Il y a lieu d'avoir également égard à l'arrêté royal du 3 avril 1970 fixant les règles en vue de prévenir les accidents dus à l'état de santé éventuellement déficient des coureurs cyclistes mineurs d'âge. Cet arrêté du 3 avril 1970 a pour objet d'assurer l'application des articles 10 et 12 de l'arrêté royal du 21 août 1967 cité plus haut.

zijn advies geen melding heeft gemaakt van deze of gene elementen houdt niet noodzakelijk in dat de Raad met die elementen geen rekening heeft gehouden.

Uiteraard is het echter niet mogelijk totaal uit te sluiten dat bepaalde elementen aan de aandacht van de Raad van State zouden zijn ontgaan. Een nieuw verzoek om advies kan derhalve de Raad van State de gelegenheid tot een vollediger onderzoek bieden. Zodanige verzoeken moeten echter uitzondering blijven, zonet bestaat er veel gevaar dat de Raad van State uiteindelijk wordt geraadpleegd langs andere wegen dan die welke door de wetgever zijn voorgeschreven. Die werkwijze levert, naast andere nadelen, het bezwaar op dat de Raad van State in sommige gevallen verwikkeld zou raken in juridische twistvragen met leden van de Wetgevende Kamers of met leden van de gemeenschaps- of gewestraden.

∴

Zoals er in de nota van volksvertegenwoordiger Van den Bossche op gewezen wordt, behoren naar luid van artikel 5, § 1, 1, 2^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen « de gezondheidsopvoeding alsook de activiteiten en diensten op het vlak van de preventieve gezondheidszorg, met uitzondering van de nationale maatregelen inzake profylaxies », als « persoonsgebonden aangelegenheden » die bedoeld zijn in artikel 59bis, § 2bis, van de Grondwet, tot de bevoegdheid van de gemeenschap.

In de nota wordt verwezen naar korte uittreksels uit het namens de senaatscommissie opgestelde verslag, volgens welke onder « activiteiten en diensten op het vlak van de preventieve gezondheidszorg » onder meer verstaan dient te worden : « de bescherming van de gezondheid van de bevolking, de verbetering van de gezondheidstoestand van de bevolking en de medische sportcontrole »⁽¹⁾.

In de nota wordt overigens ook gewag gemaakt van een « op grond van de wet op het wegverkeer » uitgevaardigde regeling die enerzijds wat de deelneming aan wielervedstrijden betreft, een minimumleeftijd bepaalt die naar gelang van het geval verschilt en anderzijds « in een vrij strenge medische controle van overheidswege voorziet ». De nota doelt dus voorzeker op het koninklijk besluit van 21 augustus 1967 tot reglementering van de wielervedstrijden en van de veldritten, inzonderheid op de artikelen 10 en 12, welke voorwaarden stellen voor de minderjarige deelnemers⁽²⁾.

De nota laat daarop volgen : « Sinds de staatshervorming is de materie, behandeld in hogervermeld koninklijk besluit, overgedragen aan de gemeenschappen. De aflevering van het wedstrijdboekje, het toezicht op de wedstrijden en de medische controle gebeuren door de gezondheidsinspectie, ahangend van de gemeenschapsminister voor gezondheidsbeleid ». Bij wijze van besluit wordt in de nota de vraag gesteld of de nationale wetgever wel bevoegd is om de bepalingen van het bewuste wetsontwerp goed te keuren.

Artikel 1^{er}, dat door artikel 1 van het wetsontwerp in de wet van 15 juli 1960 tot zedelijke bescherming van de jeugd ingevoegd zou worden, luidt aldus :

« Verboden is de deelneming van minderjarigen (van minder dan 15 jaar) aan sportwedstrijden of sportcompetities met motorvoertuigen, gehouden buiten de openbare weg, op terreinen die toegankelijk zijn voor het publiek of op niet-openbare terreinen die voor een zeker aantal personen toegankelijk zijn ».

Het ontwerp bevat voorts alleen nog een artikel 2 dat in een straf voorziet. Dat artikel 2 voegt in de genoemde wet van 15 juli 1960 een aldus geredigeerd artikel 3bis in :

« Artikel 3bis. — In geval van overtreding van artikel 1^{er} worden de organisatoren van de wedstrijden of competities gestraft met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met geldboete van zesentwintig frank tot vijfhonderd frank of met een van die straffen alleen ».

De bedenking is gewettigd dat de bepalingen van het wetsontwerp dat momenteel opnieuw onderzocht wordt een doel hebben dat duidelijk verschilt van dat van de artikelen 10 tot 12 van het koninklijk besluit van 21 augustus 1967 en van dat van het koninklijk besluit van 3 april 1970. De bepalingen van de hier bedoelde besluiten hebben betrekking op « de bescherming van de gezondheid van de bevolking » en op de « medische sportcontrole » : zij betreffen dus « de activiteiten en diensten op het vlak van de preventieve gezondheidszorg » die vermeld zijn in artikel 5, § 1, 1, 2^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Hetgeen in de bepalingen van het wetsontwerp is neergelegd, is erg verschillend van datgene wat zoëven is vermeld : in werkelijkheid doelen die bepalingen op de organisatoren van sommige sportwedstrijden of -competities en leggen zij deze verbod op om minderjarigen beneden vijftien jaar eraan te doen deelnemen, respectievelijk te laten deelnemen. Het is immers ten aanzien van de organisatoren van die wedstrijden of competities dat artikel 2 van het ontwerp in een straf voorziet.

⁽¹⁾ Verslag namens de Commissie van de Senaat uitgebracht door de heer André en Mevr. Pétry, *Gedr. St. Senaat*, zitting 1979-1980, nr 434/2, blz. 124-125.

⁽²⁾ Er zij eveneens verwezen naar het koninklijk besluit van 3 april 1970 tot vaststelling van de regelen ter voorkoming van ongevallen veroorzaakt door de eventueel gebrekkige gezondheidstoestand van minderjarige wielrenners. Dat besluit van 3 april 1970 beoogt te voorzien in de toepassing van de artikelen 10 en 12 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 21 augustus 1967.

Les dispositions du projet de loi constituent une mesure de protection de la jeunesse.

Dans son avis du 3 mars 1982, auquel renvoie l'avis du 15 mars 1983, le Conseil d'Etat a commencé par rappeler que suivant l'article 5, § 1^{er}, II, 6^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, constitue une matière personnalisable visée à l'article 59bis, § 2bis, de la Constitution : « 6^o la protection de la jeunesse à l'exception des matières relevant du droit civil, du droit pénal ou du droit judiciaire ».

L'avis du Conseil d'Etat reproduit ensuite des extraits de la note déposée par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Réformes institutionnelles (N.) devant la Commission de la Révision de la Constitution et des Réformes institutionnelles⁽¹⁾. Une première partie de la note énumère les « matières relevant des communautés » dans le domaine de la protection de la jeunesse. Une deuxième partie énumère les objets de la loi du 8 avril 1965 qui restent des « matières nationales ». Parmi ces dernières, la note mentionne les « matières pénales », entre autres celles qui font l'objet des articles 80 à 89 de la loi citée : il s'agit de dispositions qui concernent des personnes majeures et qui punissent notamment des « infractions commises par le truchement ou avec l'aide de mineurs ».

Les raisons pour lesquelles le Conseil d'Etat a conclu à la compétence du législateur national peuvent être énoncées comme suit :

Les dispositions du projet de loi ont pour objet principal la protection de la jeunesse, mais « par l'énoncé d'une interdiction dont la violation est constitutive d'un délit ». La sanction pénale prévue ne frappe pas le mineur qui a participé à l'épreuve ou à la compétition prohibée mais l'organisateur de celle-ci. Telle est la méthode suivie dans les articles 80 à 86 de la loi du 8 avril 1965, dispositions indiquées dans la note du Vice-Premier Ministre comme continuant à ressortir à l'autorité nationale et auxquelles les dispositions du projet sont entièrement comparables. Celles-ci ont donc essentiellement un caractère pénal.

« Au surplus, a observé le Conseil d'Etat, le moyen de protection de la jeunesse mis en œuvre par le projet, ne se rattache pas à la notion de matières personnalisables, telle qu'elle a été circonscrite déjà dans l'exposé des motifs du projet de la loi portant diverses réformes institutionnelles, puis dans l'exposé des motifs du projet de loi spéciale des régions et des communautés et telle qu'elle n'a plus cessé d'être entendue, c'est-à-dire : des matières étroitement liées à la vie de l'individu dans sa communauté »⁽²⁾.

Lors de la révision de l'article 59bis de la Constitution effectuée en 1980 pour attribuer compétence aux Conseils de communauté à l'égard des matières personnalisables, le Premier Ministre s'est référé « au projet n° 461 », notamment devant la Commission de Révision de la Constitution et de la Réforme des Institutions du Sénat⁽³⁾.

En déclarant dans son avis du 3 mars 1982 que les dispositions du projet de loi n'avaient pas pour objet une matière personnalisable, le Conseil d'Etat a implicitement affirmé que ces dispositions ne concernaient pas « les activités et les services de médecine préventive » visés à l'article 5, § 1^{er}, I, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Pour les raisons qui ont été développées ci-dessus, le Conseil d'Etat estime devoir maintenir la conclusion de ses avis antérieurs, selon laquelle les dispositions du projet de loi sont de la compétence du législateur national.

De bepalingen van het wetsontwerp zijn een maatregel tot bescherming van de jeugd.

De Raad van State heeft in zijn advies van 3 maart 1982, waarnaar het advies van 15 maart 1983 verwijst, er eerst aan herinnerd dat « 6^o de jeugdbescherming met uitzondering van de aangelegenheden ressorterende onder het burgerlijk recht, het strafrecht of het gerechtelijk recht » volgens artikel 5, § 1, II, 6^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, een persoonsgebonden aangelegenheid als bedoeld in artikel 59bis, § 2bis, van de Grondwet is.

In het advies van de Raad van State worden vervolgens uittreksels overgenomen uit een nota die door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en van Institutionele Hervormingen (N.) werd ingediend bij de Commissie voor de Herziening van de Grondwet en voor de Institutionele Hervormingen⁽¹⁾. In een eerste deel van de nota worden de « gemeenschapsmateries » op het gebied van de jeugdbescherming opgesomd. In een tweede deel worden de onderwerpen van de wet van 8 april 1965 opgesomd die tot de bevoegdheid van « het landsgezag » blijven behoren. Onder die laatste aangelegenheden vermeldt de nota de « aangelegenheden ressorterende onder het strafrecht » onder meer die welke in de artikelen 80 tot 89 van de genoemde wet zijn bedoeld : het zijn bepalingen die betrekking hebben op meerderjarigen en die onder meer straf stellen op « door middel of met behulp van minderjarigen gepleegde misdrijven ».

De redenen waarom de Raad van State heeft geconcludeerd dat de nationale wetgever bevoegd is, zijn als volgt te formuleren :

De bepalingen van het wetsontwerp hebben hoofdzakelijk de jeugdbescherming op het oog, maar dan « door het stellen van een verbod waarvan de overtreding een misdrijf oplevert ». De straf waarin voorzien wordt, treft niet de minderjarige die aan de verboden wedstrijd of competitie heeft deelgenomen, maar degene die ze heeft georganiseerd. Die methode is gevolgd in de artikelen 80 tot 86 van de wet van 8 april 1965, van welke bepalingen in de nota van de Vice-Eerste Minister wordt gezegd dat zij tot het landsgezag blijven behoren en waarmee de bepalingen van het ontwerp best te vergelijken zijn. Deze laatste bepalingen zijn dus hoofdzakelijk strafrechtelijk van aard.

« Bovendien », zo heeft de Raad van State opgemerkt, « ligt het door het ontwerp gehanteerde middel tot bescherming van de jeugd niet in de lijn van de persoonsgebonden aangelegenheden, zoals dat begrip reeds omschreven is in de memorie van toelichting van het wetsontwerp houdende diverse institutionele hervormingen, naderhand in de memorie van toelichting van het ontwerp van bijzondere gewest- en gemeenschapswet en zoals het inmiddels onveranderd verstaan is, namelijk als aangelegenheden die nauw met het leven van de mens in zijn gemeenschap zijn verbonden »⁽²⁾.

De Eerste Minister heeft ten tijde van de herziening van artikel 59bis van de Grondwet, welke herziening in 1980 tot stand gebracht is om de gemeenschapsraden voor de persoonsgebonden aangelegenheden bevoegd te maken, onder meer voor de Senaatscommissie voor de herziening van de Grondwet en de Hervorming der Instellingen verwezen naar « het ontwerp nr 461 »⁽³⁾.

Toen de Raad van State in zijn advies van 3 maart 1982 verklaarde dat de bepalingen van het wetsontwerp geen persoonsgebonden aangelegenheid tot onderwerp hadden, heeft hij meteen stilzwijgend bevestigd dat die bepalingen geen betrekking hadden op « de activiteiten en diensten op het vlak van de preventieve gezondheidszorg » die bedoeld zijn in artikel 5, § 1, I, 2^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Om de hiervoren uiteengezette redenen meent de Raad van State dat hij bij de conclusie van zijn vorige adviezen moet blijven, volgens welke conclusie de bepalingen van het wetsontwerp onder de bevoegdheid van de nationale wetgever vallen.

⁽¹⁾ Note insérée dans le rapport fait au nom de cette commission par MM. le Hardy de Beaulieu et De Grève (*Doc. parl. Chambre session 1979-1980*, n° 627/10, pp. 63-66).

⁽²⁾ Voir notamment *Chambre, 1977-1978, Doc. n° 461/1*, pp. 28 et 29; *Sénat, session extraordinaire 1979, Doc. n° 261/1*, p. 58.

⁽³⁾ Rapport fait par MM. de Stexhe et Lindemans, *Doc. parl. Sénat*, 100, session extraordinaire 1979, n° 27, p. 5.

⁽¹⁾ Nota opgenomen in het namens deze commissie door de heren le Hardy de Beaulieu en De Grève uitgebrachte verslag. (*Gedr. St. Kamer, zitting 1979-1980*, nr 627/10, blz. 63-66).

⁽²⁾ Zie onder meer *Kamer 1977-1978, Gedr. St. nr 461/1*, blz. 28 en 29; *Senaat, buitengewone zitting 1979, Stuk nr 261/1*, blz. 58.

⁽³⁾ Verslag uitgebracht door de heren de Stexhe en Lindemans, *Gedr. St. Senaat*, 100, buitengewone zitting 1979, nr 27, blz. 5.

Les chambres réunies étaient composées de
MM. :

P. TAPIE, *président de chambre, président*;
G. BAETEMAN, *président de chambre*;
Ch. HUBERLANT,
J. NIMMEGEERS,
J. BORRET,
P. FINCCEUR, *conseillers d'Etat*;
G. VAN HECKE,
P. DE VISSCHER,
F. RIGAUX,
F. DE KEMPENEER, *assesseurs de la section de législation*;

M^{mes} :

M. VAN GERREWEY,
S. VAN AELST, *greffiers*;

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Les rapports ont été présentés par MM. J. DE COENE et M. HANOTIAU, auditeurs.

Le Greffier,
(s.) M. VAN GERREWEY.

Le Président,
(s.) P. TAPIE.

De verenigde kamers waren samengesteld uit
de HH. :

P. TAPIE, *kamervoorzitter, voorzitter*;
G. BAETEMAN, *kamervoorzitter*;
Ch. HUBERLANT,
J. NIMMEGEERS,
J. BORRET,
P. FINCCEUR, *staatsraden*;
G. VAN HECKE,
P. DE VISSCHER,
F. RIGAUX,
F. DE KEMPENEER, *assessoren van de afdeling wetgeving*;

Mevr. :

M. VAN GERREWEY,
S. VAN AELST, *griffiers*;

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. TAPIE.

De verslagen werden uitgebracht door de heren J. DE COENE en M. HANOTIAU, auditeurs.

De Griffier,
(get.) M. VAN GERREWEY.

De Voorzitter,
(get.) P. TAPIE.